

INTERVENTION 15.09.2016

6 mois après la première journée d'action contre la loi travail ... Nous sommes encore là !!! Cette fois pour l'abrogation de la loi travail.

Parce qu'abroger la loi El Khomri, c'est nécessaire !

Parce qu'empêcher la mise en œuvre de la loi El Khomri, c'est possible !

En favorisant la précarisation de l'emploi et en bloquant les salaires, la loi travail est non seulement porteuse d'une régression historique pour les salariés et notre jeunesse ; mais aussi un absolu d'inefficacité économique.

Le gouvernement a beau dire ... Le gouvernement a beau faire ...

71% de la population rejette la loi et plus d'un français sur deux pense que nous syndicats, avons raison de reprendre le combat.

Cette loi, votée au forceps en juillet dernier après plusieurs recours au 49-3, est une atteinte intolérable à la démocratie citoyenne, à la démocratie parlementaire.

Mais rien n'est joué.

Souvenons-nous du CPE abrogé après avoir été publié au Journal Officiel !

Pas moins de 127 décrets d'application sont à prendre pour que la loi entre en vigueur.

Partout, y compris dans les entreprises refusons sa mise en œuvre concrète car le patronat n'attend pas lui pour remettre en cause ici les RTT, là les accords temps de travail.

Mais dans le même temps et grâce au mouvement social, des avancées ont été gagnées en entreprise et dans certaines professions.

Ainsi le régime d'indemnisation des intermittents a été maintenu tout comme la majoration des heures supplémentaires pour les routiers.

Dans de nombreuses entreprises les salariés ont obtenu des avancées en matière d'emploi, d'augmentation salariale, de conditions de travail.

Rien non rien n'est perdu. Nous sommes dans le 7^{ème} mois de mobilisation. Du jamais vu ... Qui plus est sous un gouvernement socialiste.

Il y a depuis le mois de mars dernier une continuité dans la mobilisation : caravane des saisonniers, campagne d'envoi de cartes postales, actions de filtrage de distributions et autres orchestrées par les organisations syndicales

La CGT non seulement refuse la loi El Khomri mais avance des propositions.

Renouer avec le progrès social impose de rompre immédiatement avec les politiques d'austérité, de dumping social, de déréglementation du travail, de bas salaire, de casse des services publics et la liste n'est pas exhaustive.

Ca suffit !!! Assez !!! Basta !!!

Il est grand temps de replacer la question sociale au cœur du débat politique et des préoccupations.

Il faut réduire le temps de travail pour travailler tous, travailler moins et travailler mieux !

La mise en place des 32h est le seul moyen de résorber le chômage de masse qui affecte 5,7 millions d'entre nous.

Il faut augmenter les salaires et pensions pour vivre mieux et relancer le pouvoir d'achat !

De l'argent il y en a !!!

En 2016 les actionnaires vont se partager au moins 1028 milliards d'euros.

Championne d'Europe, la France se distingue à ces olympiades du fric et de la finance !

Et pendant ce temps, salaires, pensions, minima sociaux sont au point mort alors que les dépenses de la vie courante ne cessent d'augmenter.

Il faut réorienter la dépense publique des poches des actionnaires !

Le CICE et le pacte de responsabilité qui a coûté pas moins de 41 milliards, n'ont eu aucun effet sur l'investissement et l'emploi.

Les entreprises empochent cette manne financière avec plus de 30% pour le taux de marge des actionnaires.

Contrepartie de ces cadeaux fiscaux et exonérations de cotisations sociales, la baisse des dotations aux collectivités locales qui étriquent tous les jours un peu plus les budgets des communes.

Pour tout cela il faut poursuivre et amplifier la mobilisation.

Seule la lutte paye et continuera de payer

Et que dire de l'action du gouvernement pour tenter d'intimider les syndicalistes et discréditer le mouvement social

Outre les arrestations, gardes à vue et autres durant la mobilisation du printemps dernier, il m'est impossible de passer sous silence les convocations de camarades depuis le début du mois.

Convoqués pour avoir participé à des journées d'action à Toulouse, à Lille ou ailleurs. Et d'autres encore en attente de jugement.

Arrêtés à leur domicile au lever du jour, comme les deux camarades dockers du Havre qui s'apprêtaient à rejoindre la CE de leur syndicat en présence de notre secrétaire général Philippe Martinez.

Syndicalistes oui !!! Ni bandit !!! Ni voyou !!!

Que dire de notre camarade d'Air France licencié par la Ministre du Travail elle-même,

passant outre le verdict de l'inspection du travail !

Licencié parce que la lutte des classes ça déchire !

Que dire de nos camarades de Goodyear menacés d'emprisonnement !

Ils passent en appel les 19 et 20 octobre prochain.

Il faudra une mobilisation sans précédent afin de réclamer le retrait des poursuites et la relaxe des 8 condamnés en première instance à 24 mois de prison dont 9 fermes.

Non seulement parce que c'est la première fois depuis un demi-siècle que des salariés qui se sont battus pour garder leurs emplois écotent d'une lourde peine de prison ferme ...

Mais aussi parce nous savons tous qu'Hollande et Valls veulent faire des Goodyear un exemple pour intimider tous ceux qui luttent et qui refusent de baisser la tête.

Mais nous ne nous laisserons pas faire ! Nous ne les laisseront pas faire !

Amplifions la mobilisation pour un code du travail du XXIème siècle, pour un meilleur partage des richesses, pour une justice sociale, pour nos libertés syndicales !

La convergence des luttes est plus que jamais nécessaire.

Pour conclure j'emprunterai cette formule à Georges Seguy qui vient de nous quitter en douce pendant les vacances : il aimait à dire en 2013 : il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager

Cette formule trouve tout son sens devant le mur de cette politique « austéritaire » qu'il faut abattre. Oui il ne suffit pas de s'indigner il faut s'engager.